

Douze grandes métropoles veulent devenir des territoires sans énergie fossile d'ici à 2030

Les maires de Paris, Londres, Barcelone, Quito, Vancouver, Mexico, Copenhague, Seattle, Le Cap, Los Angeles, Auckland et Milan se sont engagés, lundi, à faire de leurs villes des zones à zéro émission.

LE MONDE | 23.10.2017 à 11h41 • Mis à jour le 24.10.2017 à 06h37 | Par [Laetitia Van Eeckhout](#)

Abonnez vous à partir de 1 € [Réagir](#) Ajouter

Partager (4 709) Tweeter

image: http://img.lemde.fr/2015/03/18/497/0/3000/1500/534/0/60/0/49239f2_2015-03-18T164614Z_01_GFM307_RTRIDSP_3_FRANCE-ENVIRONNEMENT.jpg



Les 12 maires du C40 qui ont signé cette déclaration espèrent entrainer d'autres villes dans leur sillage.
GONZALO FUENTES / REUTERS

Les grandes métropoles n'entendent pas [relâcher](#) leurs efforts en faveur de l'[environnement](#) et du [climat](#). Douze jours après [avoir](#) dévoilé sa volonté [de ne plus voir de voitures à essence dans les rues de la capitale d'ici à 2030](#), la maire de [Paris](#) et onze de ses homologues du [C40](#) (un réseau de 91 grandes villes du [monde](#) présidé actuellement par Anne Hidalgo) ont pris lundi 23 octobre un

engagement : celui de [transformer](#) leurs [villes](#) en territoires « *plus verts* », « *plus sains* », et surtout « *sans énergie fossile* ».

Réunis à Paris pour le sommet annuel Together4Climate (Ensemble pour le climat), les maires de Paris, Londres, Barcelone, Quito, Vancouver, Mexico, Copenhague, Seattle, Le Cap, Los Angeles, Auckland et Milan veulent [faire](#) d'ici à 2030 d'une « *partie importante* » de leurs villes des « *zones à zéro émission* ». C'est-à-dire des zones où tous les véhicules thermiques – essence comme diesel – seront interdits de circulation.

« *Un tiers des émissions de gaz à effet de serre des villes proviennent des [transports](#)* », rappellent les édiles du C40, insistant sur une étude portant sur les Etats-Unis, le [Royaume-Uni](#), la [France](#) et l'[Allemagne](#) :

« *La congestion sur nos routes coûte à l'économie en moyenne près de 1 % du PIB.* »

Mobilité douce et transports en commun

Pour [soutenir](#) cette transition, les maires s'engagent à [favoriser](#) sur leurs territoires la mobilité douce (la marche et le [cyclisme](#) notamment) et à [donner](#) plus de place aux transports en commun pour les [rendre](#) accessibles à tous. Et ce, en réduisant les kilomètres parcourus par les véhicules et en diminuant leur nombre, à [commencer](#) par les plus polluants.

Certaines villes signataires n'ont pas attendu cette déclaration pour commencer à [agir](#). Paris en 2015, suivie de Mexico, Athènes et Madrid en 2016 se sont déjà engagées à [éradiquer](#) d'ici à 2025 les véhicules diesel, et ont institué des restrictions de circulation pour les véhicules les plus anciens et les plus polluants. Barcelone leur a emboîté le pas cette année, et a annoncé qu'elle n'attribuerait plus en 2019 de licence de taxi à des propriétaires de véhicule diesel.

Lire : [Comment les grandes villes européennes luttent contre la pollution](#)

Londres et Milan sont allées plus loin encore, et ont instauré un péage urbain pour [décongestionner](#) leurs centres-villes. Londres a même décidé de [taxer](#), à [compter](#) de ce 23 octobre, tous les véhicules en circulation ne respectant pas la norme d'émissions en vigueur. Actuellement, les véhicules les plus anciens autorisés sont les Euro 4 (première mise en circulation à [partir](#) de 2006), essence comme diesel. Tout propriétaire d'un véhicule plus ancien encore devra s'acquitter d'une surtaxe d'émissions, ou « T-Charge », de 10 [livres](#) par jour.

Effet de levier pour toute une filière

Ce faisant, les maires signataires de la déclaration veulent [montrer](#) la voie en acquérant « *le plus vite possible* » des véhicules à zéro émission pour leurs propres flottes. Ils promettent même de n'acheter, à partir de 2025, que des bus exempts de toute émission carbone.

Pour [réduire](#) le kilométrage parcouru par les [voitures](#) dans leurs villes, ils s'engagent à [collaborer](#) avec les fournisseurs, les opérateurs de parcs automobiles et les [entreprises](#). « *Les engagements pris à travers cette déclaration reflètent le niveau d'actions qu'au sein du C40 nous jugeons nécessaire pour [respecter l'accord de Paris sur le climat](#)* », souligne Shannon Lawrence, directrice des initiatives au sein du C40. Et celle-ci d'ajouter :

« *Cette déclaration est aussi un message adressé au secteur privé.* »

Les édiles du C40, maires de villes parmi les plus importantes du monde, veulent [créer](#) un effet de levier pour [susciter](#) une offre compétitive de matériaux et de services auxquels ils veulent avoir recours, et favoriser le [développement](#) des filières *carbon-free*. En octobre 2015 déjà, vingt-six d'entre eux avaient signé une « *déclaration des bus propres* » pour montrer leur intention de se [procurer](#) désormais des bus sobres en carbone pour leurs flottes.

« Cela a permis de convaincre les constructeurs de l'importance du marché potentiel et les a conduits à investir dans la fabrication de bus de nouvelle génération. A Londres par exemple, le prix des bus hybrides a depuis chuté de 10 % », relève Shannon Lawrence. Les maires feront publiquement état tous les deux ans des progrès réalisés par leurs villes.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2017/10/23/treize-grandes-metropoles-veulent-devenir-des-territoires-sans-energie-fossile-d-ici-a-2030_5204747_4811534.html#5LDiaJ5t2X4Hqv0Z.99